

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEET/COM.5/L.206/Add.1
11 mars 1957

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. ETIENNE MBIDA CONCERNANT LE CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Comté des Banés
Collège du Comte
Mbida Etienne
Nseng-Nlong I
Mbalmayo

Nseng-Nlong I, le 6/2/57

Etienne Mbida, Président officieux de la République Camerounaise,
Comte des Banés, Président du R.M.C. - Supérieur du Collège du Comte

A Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U. s/c de Mr. le Président
du Conseil de Tutelle, s/c de Monsieur l'Ambassadeur de France à l'O.N.U.

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme je vous l'ai annoncé dans ma dernière lettre, les événements se précipitent, il s'agit maintenant de faire appliquer (Pourquoi parler d'adopter pour une Constitution déjà refusée ? parce que incompatible avec notre niveau d'évolution) la Constitution qui semble renforcer la Tutelle, mais nous met dans une situation précaire à cause de la question de co-souveraineté qui amène des tiraillements et risque de maintenir un état de guerre clandestin entre les deux Etats.

Je vous envoie la copie de celle de nation camerounaise toute entière (loin de moi toute idée de démagogie et d'illusion). C'est la seule qui correspond à la situation, la seule qui vous soutient et vous honore, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Permettez de vous révéler un écueil que nous pouvons rencontrer chez vous à l'O.N.U. et nous prive de notre meilleur appui : c'est le manque de l'Organisme

correspondant au régime d'Autonomie. Ne serait donc-t-il pas possible de modifier légèrement la structure du Conseil de Tutelle et de créer un Conseil d'Autonomie pour les Territoires; arrivés à notre niveau d'Evolution ?

Je vous prie donc de bien vouloir faire ratifier notre Constitution et de la faire adopter par les Anciennes Puissances Tutrices : la France et l'Angleterre.

Agréez ma Considération très distinguée.

Le Président : (signé) Mbida.

Comté des Banès
Collège du Comte Mbida Etienne
Nseng-Nleng I

CONSTITUTION DU CAMEROUN

- Article I. Le Cameroun est un Territoire un et indivis
- Article II. Nul, quel qu'il soit, ne peut aliéner une parcelle Du patrimoine national
- Article III. Le Cameroun est une République constitutionnelle. Il est gouverné par un Chef d'Etat Président de la République, par un Conseil de Ministres, et par deux Chambres : Celle des Sénateurs et celle des Députés, qui constituent l'assemblée Nationale. Le Chef d'Etat est élu au Suffrage Universel direct pour une durée de cinq ans. Il est rééligible à l'infini. Il doit être pris parmi les membres de l'assemblée Nationale.
- Article IV. Le Président de la République détient le pouvoir exécutif de la Nation. Il est assisté par des Hauts Commissaires, premiers techniciens étrangers de la Nation, et par le Conseil des Ministres.
- Article V. Le Président de la République est également assisté par deux Vices-Présidents. Elus dans chaque ancienne zone d'influence Française et Anglaise et par un conseil d'Etat, choisi par lui-même.
- Article VI. Le Conseil des Ministres, se compose d'un Président du Conseil, d'un Vice-Président du Conseil, d'un Secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil et d'un corps complet de Ministres. Leur nombre dépend des nécessités de la Nation.
- Article VII. Les principaux porte-feuille sont : les Ministères de l'Extérieur, de l'intérieur, de la Défense Nationale, Défiances, de la Santé publique, de l'Education Nationale, de la Justice, de l'information, des Travaux publics, de l'Industrie, du commerce, de la Marine, de l'Air, de l'agriculture, de l'élevage, des Sports.
- Article VIII. Les membres du gouvernement sont élus parmi les Députés et les Sénateurs. Le Chef du Gouvernement est désigné par le Chef d'Etat. Son choix doit être ratifié par l'Assemblée nationale. Il élit ses

/...

collaborateurs. La durée de ses fonctions est déterminée par l'Assemblée Nationale au moment de l'investiture. Il peut remanier son Ministère lorsque des nécessités s'imposent. Il doit pour ceux-là consulter l'Assemblée Nationale.

Article IX. L'Assemblée Nationale, détient le pouvoir législatif, elle comprend deux chambres, celle des Députés (100) (150), et celle des Sénateurs (50). Les Députés sont élus au suffrage universel direct. Les Sénateurs sont recrutés parmi les Comtes et les Principaux Marquis (Chefs supérieurs des Grandes Tribues) La durée du mandat des Députés est de cinq ans.

Article X. Les lois de l'Assemblée Nationale sont mises en vigueur trente jours après leur Publication dans l'organisme officiel de diffusion de la Nation.

Article XI. Les conseils provinciaux, le Territoire National est divisé en six ou huit provinces d'inégale étendue, leur délimitation s'inspire des principes ethnologiques, dialectique, et surtout géographique. Elles reçoivent les noms de Départements et sont dirigées par des Chefs de Département ou Préfets, assistés de conseils provinciaux sous le contrôle du Ministre de l'intérieur.

Article XII. L'Etat camerounais maintient d'étroites relations avec les anciennes Puissances tutrices et avec l'O.N.U. Outre l'assistance des Hauts Commissaires, le Chef d'Etat, et le Conseil des Ministres demeurent chacun pour sa part en relation étroite avec son correspondant de la hiérarchie des anciens Métropoles. Ces relations se concrétiseront par de fréquentes consultations.

Article XIII. Les Hauts Commissaires jouent aussi auprès de la République du Cameroun le même rôle que les ambassadeurs. Pour cette raison, ils ont droit de protéger leurs Considoyens et leurs intérêts, de demander l'annulation des décrets préjudiciables aux droits de leurs Métropole. Ces demandes sont examinées en Conseil de Ministre Présidé par le Chef d'Etat après consultation de l'Assemblée Nationale.

- Article XIV. Les Hauts Commissaires assurent dans la Nation, le recrutement de la Main-d'oeuvre encore nécessaire. En plein accord avec le Chef d'Etat et le Gouvernement camerounais, ils nomment les Hauts Fonctionnaires des cadres supérieurs du Territoire. Tous les Fonctionnaires sont à la charge du Cameroun.
- Article XV. La nomination des Hauts Fonctionnaires Afriquins, et des Fonctionnaires de tous les cadres doit suivre immédiatement celle des Ministres de l'Etat.
- Article XVI. L'emblème National est le drapeau Tricolore, Rouge-Blanc-Jaune.
- Article XVII. L'Etat reconnaît et soutient indistinctement toutes les Religions. Il garantit à chacune d'elle la liberté de culte et à chaque citoyen la liberté de conscience.
- Article XVIII. La Nation Camerounaise est souveraine, elle exerce cette souveraineté par le Suffrage universel, et manifeste l'unanimité de sa volonté dans les plébiscites et les référendums.
- Article XIX. La constitution du Cameroun doit entrer en vigueur officiellement après ratification par l'O.N.U. et les gouvernements des anciens Tuteurs - en cas de refus de l'un des derniers, on s'entendra à la décision de l'O.N.U.
- Article XX. L'application dans le Territoire de la Constitution entraîne la fin du régime de Tutelle et ouvre l'air de l'Autonomie internationale.

Fait à Nseng-Nlong I M'balmayo
le 6/2/1957

Signé : Mbida Etienne - Président officieux, mais acclamé de la République Camerounaise. Comte des Banés, Président des Radicaux Modérés du Cameroun. Supérieur du Collège du Comte.

(signé) Mbida
